



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N°04/AOIR/CCCM-SPI/CIPM/FR/2024 DU 20/11/2024 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'AUDIT TECHNIQUE « AU FIL DES TRAVAUX ET A POSTERIORI » : DES CONTRATS DE TRAVAUX, DE PRESTATIONS DE SERVICES INTELLECTUELS ET DES FOURNITURES FINANCES PAR LE GUICHET ENTRETIEN (GE) ET LE GUICHET INVESTISSEMENT (GI) DU FONDS ROUTIER DU CAMEROUN EN QUATRE (04) LOTS (EN PROCEDURE D'URGENCE)

Financement : Budget de fonctionnement du Fonds routier - Exercice 2024-2025

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Fonds routier lance un Appel d'Offres International Restreint en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'audit technique « au fil des travaux et à posteriori » : des contrats de travaux, de prestations de services intellectuels et des fournitures financés par le guichet entretien (GE) et le guichet investissement (GI) du fonds routier du Cameroun en quatre (04) lots (en procédure d'urgence).

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations seront réalisées en quatre (04) lots dont trois (03) lots du Guichet Entretien et un (01) lot du Guichet Investissement répartis comme suit :

- lot 01 : les travaux et prestations sur financement ou en régie à travers le Guichet d'entretien, de protection de patrimoine routier et de la sécurité routière dans le Réseau Nord (les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord) pour les exercices 2023, 2024 et certains marchés des exercices 2021 et 2022 ;
- lot 02 : les travaux et prestations sur financement ou en régie à travers le Guichet d'entretien, de protection de patrimoine routier et de la sécurité routière dans le Réseau Sud (les régions du Centre, du Sud et de l'Est) pour les exercices 2023, 2024 et certains marchés des exercices 2021 et 2022 ;
- lot 03 : les travaux et prestations sur financement ou en régie à travers le Guichet d'entretien, de protection de patrimoine routier et de la sécurité routière dans le Réseau Ouest (les régions de l'Ouest, du Littoral, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) pour les exercices 2023, 2024 et certains marchés des exercices 2021 et 2022 ;
- lot 04 : les travaux et prestations sur financement ou en régie à travers le Guichet d'investissement dans l'ensemble des réseaux routiers (Nord, Sud et Ouest) pour les exercices 2023, 2024 et certains marchés de l'exercice 2016 à 2022.

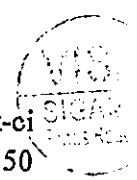
Le consultant retenu dans le cadre de cet Appel d'Offre sera chargé de :

- la collecte des informations et la prise en compte de l'échantillonnage représentatif des travaux soumis par le Chef de Service du Marché ;
- l'analyse de la préparation des campagnes, à savoir la programmation au niveau des ordonnateurs ;
- l'examen de la qualité des études de l'ordonnateur (Vérifier la qualité des études techniques, s'assurer que le processus de supervision par "Ordonnateur permet de garantir la qualité des études confiées aux bureaux d'études ; évaluer la qualité des bureaux retenus et les bases de leur sélection) ;
- l'examen de la procédure de passation des marchés (vérifier s'il y a eu présélection de consultants (pour établir des listes restreintes tant pour des bureaux d'études que pour des consultants individuels), analyser la méthode de cette présélection) ;
- l'examen de la qualité des travaux des entreprises (vérifier si les descriptifs et les quantitatifs des travaux reflètent fidèlement la réalité sur le terrain, si le planning des activités est respecté et si la répartition des tâches entre les différents intervenants est optimale pour apprécier leur capacité de gestion). Plus spécifiquement le Consultant devra :
 - o donner une description quantifiée simple des infrastructures auditées ;



- vérifier la conformité des travaux et de leurs coûts avec les programmes ;
- s'assurer de la qualité des travaux, de leur conformité avec les projets d'exécution et objectifs du programme, du respect des termes des contrats à tous les niveaux (les aspects de qualité d'achèvement des travaux devront être déterminés sur la base d'observations visuelles) ;
- vérifier les prix unitaires des décomptes par rapport aux marchés, ainsi que le montant des travaux réellement exécutés ;
- vérifier l'organisation des chantiers, la tenue des réunions de chantier, l'existence et la bonne tenue des journaux de chantier, rapports de réunion de chantier, cahiers d'attachements, des ordres de services, si les procès-verbaux de réception des travaux sont tenus et/ou établis selon les normes de la profession ; la justification des éventuels avenants ;
- vérifier que les expertises proposées dans les offres sont mobilisées et utilisées à temps pour apporter des solutions aux éventuels problèmes et détails techniques ;
- vérifier les délais d'exécution des travaux réalisés et en cours par rapport aux délais contractuels. Préparer un tableau de synthèse pour chaque marché analysé indiquant le type des travaux, le montant total, la catégorie d'entrepreneur, et le retard encouru le cas échéant. En cas d'éventuel retard constaté sur un chantier, analyser les dispositions qui ont été prises pour sa résolution et l'application des pénalités. Analyser le cas échéant le dépassement de coût, par type de travaux, montant du marché, catégorie d'entrepreneur, en tenant compte du budget estimé par l'ingénieur.
- l'examen de la qualité des prestations des bureaux d'études et de contrôle plus spécifiquement le Consultant devra :
 - s'assurer que le processus de contrôle effectué par le Maître d'œuvre et sa supervision par le Maître d'Ouvrage permet un suivi correspondant aux règles en la matière ; si les procédures de contrôle du déroulement des travaux et de contrôle quantitatif et qualitatif des travaux prévus dans les contrats sont correctement suivis ;
 - s'assurer que toutes les factures, autorisations, justifications de variations, de paiement, certificats de réception, etc.... sont disponibles et bien classés et que les paiements ont été effectués conformément aux termes du marché et dans les limites des délais et des montants convenus ;
 - l'examen et l'évaluation du circuit des paiements ;
 - l'examen de la conformité des documents de paiement (Projet d'exécution, Cautions, plan de recollement, plan d'action, rapport final, assurances, ordre de service etc...) ;
 - le suivi de l'évaluation et l'évolution des prix unitaires en entretien routier au fil des campagnes ;
 - la vérification de la pertinence, l'efficacité et l'efficience des contrats de prévention et sécurité routières ;
 - la vérification de la qualité, du fonctionnement et de l'utilisation des matériels acquis aussi bien pour la gestion et la maintenance des stations de pesage routier, que pour la prévention et sécurité routières (Radars, motos, etc....) ;
 - l'élaboration des rapports faisant ressortir les constats, les recommandations et les acteurs en charge du suivi de la mise en œuvre desdits recommandations (dire si les recommandations faites dans les rapports mensuels précédents ont été mises en application et il examinera l'état d'avancement de la mise en œuvre) ;
 - l'examen du mode d'archivage tant qu'au niveau des services de passation qu'au niveau de l'équipe de suivi de l'exécution (dire si le système d'archivage et de gestion de la documentation mis en place est sécurisé) ;
 - la restitution de ces constats aux acteurs en charges du suivi des projets en vue de leur prise en compte.

Au titre du volume de travail à auditer, il comprend :



- tous les contrats en cours d'exécution pendant la période en revue (2023, 2024). Ceux-ci peuvent comporter des marchés des exercices 2021 et 2022 du Guichet Entretien (GE) pour un budget de 50 milliards par exercice reparté comme suit :

- les travaux d'entretien des routes nationales et régionales ;
- les travaux d'entretien des routes communales ;
- l'entretien courant des installations fixes et mobiles nécessaires à la protection du domaine public routier ;
- les études routières, géotechniques et contrôle des travaux ;
- l'entretien des voiries urbaines ;
- les études et contrôle des travaux sur voiries urbaines ;
- la prévention et sécurité routières ;
- le Guichet entretien :
 - 2,7% Fonctionnement FR.
 - 0,8% audit technique FR.

- pour le Guichet Investissement (GI), en plus de tous les contrats en cours d'exécution pendant la période en revue (2023,2024), prendre en compte les exercices 2016 à 2022.

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Chaque lot est organisé en deux tranches dont une ferme et une conditionnelle.

4. COUT PREVISIONNEL

Suite aux études préalables, le coût prévisionnel de la mission est estimé à six cent millions (600 000 000) de Francs CFA TTC (Toutes Taxes Comprises) correspondant à cent cinquante millions (150 000 000) de Francs CFA par lot.

5. DELAI D'EXECUTION

La durée prévisionnelle pour le déroulement de la mission est de vingt-quatre (24) mois pour chaque lot soit douze (12) mois pour la tranche ferme et douze (12) mois pour la tranche conditionnelle.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux consultants pré qualifiés après l'Appel à Manifestation d'Intérêt du 24/01/2024 et inscrits sur la liste ci-après :

N°	NOM DU CONSULTANT	ADRESSES
1	CENTRALE D'ETUDES, DE RECHERCHES, D'INGENIERIE ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (CERIDD)	BP: 12766,Douala, Tel: +237 695 856 567
2	GROUPEMENT AUDITEC FOIRIER -GRANT THORNTON	BP: 12134,Douala, Tel: +237 233 420 434 / 699 727 862
3	GROUPEMENT GLOBAL INTERNATIONAL CONSULTING-BAC-DJAULEY INGENIEURS CONSEILS	BP: Bamako, Tel: +223 92 02 20 20 / 62 02 20 20
4	SOCIETE D'INGENIERIE OGIVE	B.P: 5253 à Yaoundé, Tel :243 80 38 95/694202013

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de fonctionnement du Fonds routier, exercices 2024-2025, Imputation budgétaire : 9BS612AC05/A1P2A30004/612050 -Site 3

Handwritten signature

Handwritten signature

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie conformément à la *lettre circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics*, pour chaque lot d'un montant de **trois millions (3 000 000) de Francs CFA** et établie par une banque de premier ordre ou compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO et valable pendant cent vingt (120) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres, en version physique, peut être consulté aux heures ouvrables (7h30 – 15h30) dans les bureaux du Fonds routier sis à l'immeuble SNI, 12^{ème} étage, porte 12-18, Tél : 222 22 47 52, Yaoundé-Cameroun, dès publication du présent DAO.

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré dès publication du présent avis, au Fonds routier, Porte 12-18 Bureau du Courrier, sur présentation d'une quittance de versement au Compte d'Affectation Spécial CAS ARMP N° 33598860001-44 à la BICEC, d'un montant de **deux cent cinquante mille (250 000) de Francs CFA** non remboursable représentant les frais d'acquisition du dossier.

Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : BP _____; FAX _____; TEL. _____.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies respectivement marqués comme tel devra parvenir au Fonds routier, Bureau du courrier porte 12-18, au plus tard le 19/12/2024 à 10 heures, heure locale et devra porter la mention.

Avis d'appel d'offres relatif à l'appel d'offres international restreint n°04/AOIR/CCCM-SPI/CIPM/FR/2024 du 20/11/2024 pour le recrutement d'un consultant chargé de l'audit technique « au fil des travaux et à posteriori » : des contrats de travaux, de prestations de services intellectuels et des fournitures financés par le guichet entretien (ge) et le guichet investissement (gi) du fonds routier du Cameroun en quatre (04) lots (en procédure d'urgence)

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu **le 19/12/2024 à 11 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du Fonds routier dans la salle de conférences du Fonds routier sis à l'immeuble SNI 13^{ème} étage, porte 13-06.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 80/100.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. CRITERES D'EVALUATION

Pour chacun des lots, les critères sont :

1. Critères éliminatoires

- ❖ absence ou non-conformité d'une caution de soumission du présent DAO à l'ouverture des offres ;
- ❖ absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif dans un délai de 48h après l'ouverture des plis ;
- ❖ fausses déclarations ou documents falsifiés ;
- ❖ présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- ❖ note technique inférieur à **80/100 points** ;
- ❖ absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- ❖ non-respect du modèle de soumission ;
- ❖ absence de l'offre financière témoin à l'ouverture des plis ;
- ❖ absence du bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- ❖ absence du sous détails des prix unitaires ;
- ❖ absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière.

2. Critères essentiels

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères essentiels résumés ci-après :

- ❖ Qualification du cabinet (30 pts)
- ❖ Qualification des experts (Personnel clé de la mission) (40 pts)
- ❖ Matériels et équipements (15pts)
- ❖ Méthodologie et plan de travail (12pts)
- ❖ Présentation du dossier (03 pts)

16. METHODE DE SELECTION DU CONSULTANT

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection: qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO. Un soumissionnaire ne peut être adjudicataire de plus de deux (02) lots.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90)** jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de l'Administrateur du Fonds routier, à l'adresse ci-après : B.P. : 6221 Yaoundé ; TEL. 222 22 47 52.

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP.

Yaoundé, le **20 NOV 2024**

L'Administrateur

ESSAIE MOUSSA AUBIN

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
FONDS ROUTIER

Ampliations :

- MINMAP
- ARMP
- FONDS ROUTIER
- CIPM/FR
- SOPECAM (Pour publication)
- SIGAMP/FR<



INVITATION TO TENDER

LIMITED INTERNATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 04/AOIR/CCCM-SPI/CIPM/FR/2024 OF 20/11/2024 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO CONDUCT "DURING AND POST WORKS" TECHNICAL AUDIT: OF WORKS, INTELLECTUAL SERVICES AND SUPPLIES CONTRACTS, FINANCED BY THE MAINTENANCE WINDOW (MW) AND THE INVESTMENT WINDOW (IW) OF CAMEROON'S ROAD FUND, IN FOUR (4) LOTS (IN EMERGENCY PROCEDURE)

Financing: Road Fund's operating budget, 2024- 2025 Financial Years.

1. PURPOSE OF THE CALL FOR TENDERS

The Road Fund hereby issues a Limited International Call for Tenders for the recruitment of a consultant to conduct "during and post works" technical audit: for works, intellectual services and supplies contracts financed by the Maintenance Window (MW) and the Investment Window (IW) of Cameroon's Road Fund, in four (4) lots

2. SCOPE OF SERVICES

The services will be divided into four (4) lots, including three (3) for the Maintenance Window and one (1) lot for the Investment Window, distributed as follows:

- Lot No.1: works and services financed or carried out under direct labour through the Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Northern Network (Adamawa, North and Far-North Regions) for the financial years 2023, 2024 and some contracts under 2021 and 2022 financial years;
- Lot No.2: works and services financed or carried out under direct labour through the Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Southern Network (Centre, South and East Regions) for the financial years 2023, 2024 and some contracts under 2021 and 2022 financial years;
- Lot No.3: works and services financed or carried out under direct labour through the Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Western Network (West, Littoral, North-West and South-West Regions) for the financial years 2023, 2024 and some contracts under 2021 and 2022 financial years;
- Lot No.4: works and services financed or carried out under direct labour through the Investment Window on all road networks (Northern, Southern and Western) for the financial years 2023, 2024 and some contracts from 2016 to 2022 financial years.

The consultant selected under this Call for Tenders shall:

- collect information and take into account a representative sampling of works submitted by the Contract Manager;
- analyse the preparation of campaigns, that is programming at the level of authorising officers;
- examine the quality of authorising officers' studies (verify the quality of technical studies, ensure that the process of supervision by the authorising officer guarantees the quality of the studies awarded to consulting firms; assess the quality of the consulting firms selected and the criteria for their selection);

Q

7

— examine the contract award procedure (verify whether consultants were pre-selected to draw up shortlists, for both consulting firms and individual consultants), analyse the method used for this pre-selection);

— examine the quality of works carried out by contractors (verify whether the descriptions and quantities of works accurately reflect the reality on the site, whether the schedule of activities is complied with and whether the distribution of tasks between the various parties involved is optimal to assess their management capacity). More specifically, the Consultant shall:

- give a simple quantified description of the infrastructure audited;
- verify whether works and their costs comply with the programmes;
- ensure the quality of the works, their compliance with the final designs and programme objectives, and compliance with the terms of the contracts at all levels (the quality of works completion must be determined on the basis visual observations);

- verify the unit prices of invoices with regards to the contracts, and the amount for works actually carried out;

- verify the organisation of sites, the holding of site meetings, the existence and proper keeping of site logbooks, site meeting reports, daily statements books, service orders, whether works acceptance reports have been kept and/or drawn up in accordance with accepted standards; justification for any amendments;

- verify that the expertise proposed in bids is mobilised and used in time to provide solutions to any problems and technical details;

- verify the time frames used for works completed and in progress, in relation to the contractual time frames. prepare a summary table for each contract analysed, indicating the type of works, the total amount, the category of contractor and any delays incurred. In the event of a delay on a site, analyse the measures taken to sort it out and the application of penalties. analyse any cost overruns by type of works, contract value and contractor category, taking into account the engineer's estimated budget.

— examine the quality of the services provided by the consulting and control firms. More specifically, the Consultant must:

- ensure that the control process by the Project Manager and supervision by the Project Owner allows for monitoring that complies with the relevant rules; whether the procedures for controlling the progress of works and the quantitative and qualitative control of works provided for in the contracts are properly followed;

- ensure that all invoices, authorisations, proof of variations, proof of payment, acceptance certificates, etc. are available and properly filed and that payments have been made in accordance with the terms of the contract and within the agreed time limits and amounts;

- review and assess the payment circuit;

- examine the conformity of payment documents (final design, sureties, post-completion drawing, action plan, final report, insurance, service order, etc.) ;

- monitor the evaluation and change of road maintenance unit prices over campaigns;

- verify the relevance, effectiveness and efficiency of contracts for preventing accidents and ensuring road safety;

- verify the quality, operation and use of equipment acquired for the management and maintenance of weighing stations, as well as for preventing accident and ensuring road safety (speed cameras, motorbikes, etc....);

- draw up reports highlighting findings, recommendations and the stakeholders responsible for monitoring the implementation of these recommendations (stating whether the recommendations made in previous monthly reports have been implemented and examine the progress of implementation);

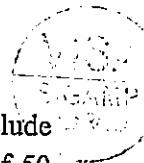
- examine the archiving system used by both the procurement units and the implementation monitoring team (whether the archiving and documentation management system in place is secured);

- give feedback on these observations to the stakeholders in charge of monitoring projects so that they can be taken into account.

Q

R

The volume of works to be audited includes:



– all contracts in progress during the period under review (2023, 2024). These may include contracts for the 2021 and 2022 financial years under the Maintenance Window (MW) for a budget of 50 billion per financial year, broken down as follows:

- maintenance works on national and regional roads;
- maintenance works on municipal roads;
- routine maintenance of fixed and mobile facilities necessary for the protection of public roads;
- road studies, geotechnical studies and control of works;
- maintenance of road systems;
- studies and control of works on urban road systems;
- preventing accident and ensuring road safety;
- Maintenance Window:
 - 2.7% RF operation;
 - 0.8% RF technical audit.

– For the Investment Window, in addition to all contracts in progress during the period under review (2023, 2024), the financial years 2016 to 2022 should be taken into account.

3. TRANCHES/ALLOTMENT

Each lot is organised into two tranches, one firm and one conditional.

4. ESTIMATED COST:

Following the preliminary studies, the estimated cost of the mission is **six hundred million (600,000,000) CFA Francs including all taxes, corresponding to one hundred and fifty million (150,000,000) CFA Francs per lot.**

5. EXECUTION TIME FRAME

The estimated duration of the mission is **twenty-four (24) months for each lot, that is twelve (12) months for the firm tranche and twelve (12) months for the conditional tranche.**

6. ELIGIBILITY

Participation in this Call for Tenders is limited to consultants who were pre-qualified following the Call for Expression of Interest of **24 January 2024** and were included in the following list:

No.	NAME OF CONSULTANT	ADDRESSES
1	CENTRALE D'ETUDES, DE RECHERCHES, D'INGENIERIE ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (CERIDD)	PO Box: 12766 , Douala, Tel.: +237 695 856 567
2	AUDITEC FOIRIER –GRANT THORNTON Consortium	PO Box: 12134 , Douala, Tel.: +237 233 420 434 / 699 727 862
3	GLOBAL INTERNATIONAL CONSULTING-BAC-DJAULEY INGENIEURS CONSEILS Consortium	PO Box: Bamako, Tel.: +223 92 02 20 20 / 62 02 20 20
4	SOCIETE D'INGENIERIE OGIVE	PO Box: 5253 à Yaounde, Tel.: 243 80 38 95/694202013

7. FINANCING:

The services under this Call for Tenders will be financed by the Road Fund's operating budget of the 2024-2024 financial year, line: 9BS612AC05/ A1P2A30004/612050 -Site 3



8. BIDDING METHOD

The bidding method chosen for this consultation is off-line.

9. BID BOND

Under penalty of rejection, each tenderer shall attach to its administrative documents a bid bond established in accordance with *circular letter n°000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, relating to the terms of constitution, deposit, conservation, restitution and deconsignment of bonds on public contracts*, of three million (3,000,000) CFA francs issued by a first class bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance and listed in Document 11 of Tender Documents and a deposit receipt issued by the Caisse de dépôt et de Consignation (CDEC), which shall be valid for one hundred and twenty (120) days beyond the original tender validity date.

Other relevant administrative documents shall be submitted in original or true copies certified by the issuing service, or an administrative authority (Senior Divisional Officer, Sub-Divisional Officer), in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

They must date no more than three (3) months preceding the tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected, especially in the absence of the bid bond issued by a first class bank or an insurance company approved by the Ministry in charge of Finance or failure to comply with model documents in Tender Documents.

10. CONSULTATION OF TENDER DOCUMENTS

Tender documents can be consulted during working hours (7.30 a.m. - 3.30 p.m.) in the Road Fund offices, located at SNI Building, 12th floor, Room 12-21, Tel.: 222 22 47 52, Yaounde-Cameroon, upon publication of this Call for Tenders.

11. ACQUISITION OF TENDER DOCUMENTS

Tender Documents can be obtained as soon as this Call for Tenders is published, at the Road Fund, Room 12-21 Mail Office, upon presentation of the receipt of payment into the Earmarked Account CAS ARMP No. 33598860001-44 at BICEC, of a non-refundable fee of **two hundred and fifty thousand (250,000) CFAF**, representing the cost of the file.

When withdrawing the documents, tenderers must be registered by indicating their full address: PO Box ____; FAX ____; TEL.: ____.

12. SUBMISSION OF TENDERS

Drafted in English or in French, and in septuplicate (7) including one (1) original and six (6) copies, labelled as such, each tender shall be submitted at the Mail Office, Room 12- 18, latest on **19/12/2024 at 10:00 a.m.** local time and must bear the following:

LIMITED INTERNATIONAL CALL FOR TENDERS NO. 04/AOIR/CIPM/EN/2024 OF 20/11/2024 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO CONDUCT "DURING AND POST WORKS" TECHNICAL AUDIT: OF WORKS, INTELLECTUAL SERVICES AND SUPPLIES CONTRACTS, FINANCED BY THE MAINTENANCE WINDOW (MW) AND THE INVESTMENT WINDOW (IW) OF CAMEROON'S ROAD FUND IN FOUR (4) LOTS (IN EMERGENCY PROCEDURE)

"To be opened only at the tender evaluation session".

13. TENDER COMPLIANCE

The administrative documents, technical offer and financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The Project Owner will reject:

- envelopes bearing details of the identity of tenderers,
- tenders submitted after the submission deadline;

- tenders without any indication of the identity of the tenderer;
- tenders that do not comply with the bidding method;
- failure to provide the number of copies indicated in the Special Tenders Regulation or tenders in copies only;



Bids not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected, especially the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during tenders' opening session will be rejected.

In the case of the Limited Call for Tenders (opening in 2 stages): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial offer required, tenderers are requested to submit one copy of this financial offer in a sealed envelope to be used as a sample offer, labelled as such, and intended for the body in charge of public contracts regulation, for preservation. Failure to submit this sample bid shall lead to rejection of the application concerned, upon bids opening by the Tenders Board.

14. OPENING OF TENDERS:

Tenders shall be opened in two stages, administrative and technical offers shall be opened first, followed by the financial bids of tenderers who have obtained the minimum technical score required.

The opening of administrative documents and technical offers will take place **on 19/12/2024 at 11:00 a.m.** and shall be conducted by the Road Fund's Internal Tenders Board in the conference hall of the Road Fund located at the SNI Building, 13th floor, Room 13-06.

Only tenderers can attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice.

Financial bids shall be opened at the end of the technical analysis and shall only concern tenderers who have obtained the minimum score of 80/100.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during tender opening session, after an period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. EVALUATION CRITERIA

For each lot, the criteria are as follows:

1. Eliminary criteria

- ❖ Absence or non-compliance of the bid bond for these Tender Documents during the opening of tenders;
- ❖ Absence or non-compliance of one document in the administrative file, 48 hours after the opening of tenders;

- ❖ False declarations or forged documents;
- ❖ Presence of financial information in the technical offer;
- ❖ Technical score below **80/100**;
- ❖ Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
- ❖ Non-compliance with the bidding model;
- ❖ Absence of sample financial bid during the opening of tenders;
- ❖ Absence of the Unit Price Schedule (UPS);
- ❖ Absence of a breakdown of unit prices;
- ❖ Absence of a quantified unit price in the offer.

2. Essential criteria

The evaluation of the technical offer will be based on the essential criteria below:

- ❖ Qualification of the firm (30 pts)
- ❖ Qualification of experts (key Personnel of the mission (40 pts)
- ❖ Material and equipment (15pts)
- ❖ Methodology and work plan (40 pts)
- ❖ File presentation (3 pts)

16. METHOD FOR SELECTING THE CONSULTANT:

The consultant will be selected through quality-cost based selection method, in accordance with the procedures described in these Tender Documents. A bidder shall not be awarded more than two (2) lots.

17. TENDER VALIDITY

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90)** days with effect from the tender submission deadline.

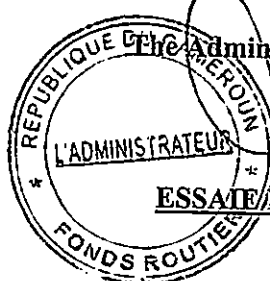
18. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information can be obtained from the Road Fund Administrator at the following address: PO Box 6221 Yaoundé; Tel.: 222 22 47 52

19. ANTI-CORRUPTION AND MALPRACTICES:

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, PCRA.

Yaounde, 20 NOV 2024

The Administrator

ESSAIE MOUSSA AUBIN

True copies:

- MINMAP
- PCRA
- ROAD FUND
- CIPM/FR
- SOPECAM (for publication)
- SIGAMP/FR